

<https://ricochets.cc/Deboires-du-reacteur-nucleaire-Iter.html>



Déboires du réacteur nucléaire Iter

- Les Articles -

Publication date: lundi 7 mars 2022

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

La folie de la poursuite du nucléaire apparaît plus encore aujourd'hui. L'Ukraine possède 15 réacteurs nucléaires en activité, plus la zone contaminée de Tchernobyl. Poutine menace d'utiliser la dissuasion nucléaire.

Il faut en finir avec cette énergie mortifère.



Déboires du réacteur nucléaire Iter Après le fiasco de l'EPR, voici que le réacteur à fusion ITER présente de gros dangers sanitaires

- ▶ Dans la suite des nouvelles inquiétantes, Reporterre parlait dernièrement du réacteur expérimental Iter :

En construction à Cadarache dans les Bouches-du-Rhône depuis 2006, le réacteur expérimental Iter, devait être la vitrine mondiale de la technologie de fusion nucléaire. Projet de coopération scientifique réunissant trente-cinq pays, il devait démontrer que l'on pouvait produire une source d'énergie « illimitée et inépuisable » avec seulement quelques kilos de tritium radioactif et presque aucun déchet. Mais le coût de ce chantier pharaonique est passé de 5 milliards à plus de 40 milliards d'euros, il a accumulé dix ans de retard et le projet s'avère bien plus risqué que prévu. Des lanceurs d'alerte ont averti la Commission européenne, qui finance Iter pour près de moitié via Euratom, et l'Office européen de la lutte anti-fraude sur le fait qu'Iter se poursuit depuis des années au détriment de la santé du personnel et de la sûreté.

« L'Organisation Iter a instauré une gestion par la peur », a déclaré le lundi 28 février, Michel Claessens, directeur de la communication de 2011 à 2015 et « ITER policy officer » à la Commission européenne de 2016 à 2021. « Mes collègues subissent un stress insupportable, une peur omniprésente, la peur de parler. Il y a dans ce projet de pointe une omerta scientifique. Elle conduit à des dérives inacceptables concernant le personnel et la radioprotection. » Il était entendu lors d'une réunion exceptionnelle consacrée au projet Iter par la Commission de contrôle budgétaire du Parlement européen. Bernard Bigot, directeur de l'Organisation d'Iter, a annulé sa participation à la réunion au Parlement européen, expliquant dans un message qu'« il ne souhaitait pas s'exprimer en présence de Michel Claessens ». Cette rencontre a été organisée suite au rapport accablant de cet ancien directeur de la communication, spécialiste de la fusion, et au suicide en mai 2021 d'un ingénieur italien de 38 ans au sein de l'agence Fusion 4 Energy de Barcelone, qui coordonne le projet Iter au niveau européen.

Dans la lettre qu'il a laissée, l'employé expliquait son geste par un « effondrement professionnel » lié au fait d'avoir été « traité en bouc émissaire et humilié au dernier degré ».

Un premier audit, dont les conclusions mettaient en doute le lien entre ce suicide et les conditions de travail, a provoqué une grève du personnel de Fusion 4 Energy à Barcelone en novembre dernier. Une tentative de suicide et deux décès par crise cardiaque sont survenus à la même période sur le site Iter de Cadarache.

L'expérimentation prévue à Iter consistera, dans un bâtiment réacteur de 440 000 tonnes (40 fois la tour Eiffel), à

tenter de « domestiquer l'énergie de la bombe H ». Il s'agit de déclencher une réaction de fusion thermonucléaire en chauffant des atomes à une température approchant les 200 millions de degrés (dix fois la température du centre du soleil) et de confiner ce plasma instable dans le réacteur au moyen de champs électromagnétiques très puissants. Des neutrons irradieront la surface de la chambre à vide du gigantesque réacteur, dont il faudra garantir l'étanchéité tout en traitant les déchets radioactifs issus de la réaction et du refroidissement.

Or selon Michel Claessens, « le "bioshield" de trois mètres d'épaisseur qui entoure le tokamak et protège les travailleurs ainsi que l'environnement, à cause d'erreurs dans la conception et la construction des murs » offrira une protection « de 30 % inférieure à celle projetée ». Il a informé l'Union européenne que « le responsable de l'assemblage [du réacteur] a démissionné parce qu'on lui imposait de faire de faux témoignages » et que « trois personnes ont été licenciées pour avoir refusé d'installer sans les tester des pièces qui présentaient un risque mortel pour le personnel de maintenance ».

On apprend aussi qu'une directrice de la sécurité du site de Cadarache a été licenciée sans préavis dès la parution d'un article de Reporterre où elle reconnaissait la dangerosité de certaines poussières radioactives qui seraient émises lors de la réaction et remettait en cause la fusion comme « énergie propre et sans déchets ». Selon Michel Claessens, elle a découvert son sort « en consultant distraitemment la liste mensuelle des collègues en partance de l'Organisation ».

L'un des principaux risques d'Iter est lié à la nature du matériau qui recouvrira la paroi interne du réacteur : le béryllium, un métal ultrarésistant au point de fusion très élevé. Aussi toxique que l'arsenic, le mercure ou l'amiante, il peut provoquer des maladies pulmonaires incurables et des cancers du poumon, même dans des quantités infimes. Or le réacteur d'Iter nécessitera 12 tonnes de béryllium pur, soit une concentration inédite sur la planète, et il faudra régulièrement traiter ce matériau effrité et irradié à la sortie du réacteur.

C'est pour limiter l'exposition des salariés et du public que Kathryn Creek, toxicologue étasunienne experte du béryllium, après avoir conseillé pendant 25 ans les laboratoires de physique atomique de Los Alamos a rejoint l'Organisation Iter en 2018. Contactée par Reporterre, elle raconte : « **En février 2020, juste avant une réunion d'évaluation de la sécurité, j'ai été emmenée dans un bureau face à trois ingénieurs et deux dirigeants qui ont tenté de m'obliger à modifier mon exposé pour dissimuler les graves problèmes de sécurité de la conception du bâtiment des cellules chaudes [où seront traités les matériaux irradiés] que je dénonçais. J'ai refusé d'obtempérer et ai démissionné le lendemain.** »

Kathryn Creek estime qu'une fois l'expérimentation commencée, un millier de travailleurs pourraient être exposés à ces poussières hautement toxiques. Selon elle, du fait de la conception même des installations, Iter ne pourra pas gérer dans un seul bâtiment le tritium radioactif et les poussières de béryllium. « L'Organisation a choisi de recouvrir de béryllium la paroi de la chambre à vide du réacteur en se souciant uniquement des performances du matériau et pas de la santé. Elle n'aurait jamais dû prendre un tel risque et doit renoncer à l'utiliser. Je ne suis pas la seule à avoir démissionné pour cette raison.

De son côté, l'Autorité de sûreté nucléaire, lors d'une inspection de juillet 2021, a constaté que le certificat d'une soudure non-conforme a été falsifié et enquêté sur « la découverte de falsification de certificats de qualifications de soudeurs ».

Elle décrit de grandes difficultés à obtenir les documents demandés par les inspecteurs et rappelle l'organisation à ses obligations en matière de transparence. Fin janvier, le journaliste étasunien Steven Krivit a révélé que l'assemblage du réacteur était, en fait, interrompu :

l'ASN n'autorise pas la direction d'Iter à poursuivre l'assemblage du réacteur avant « une revue de conception approfondie » qui « gagnerait à intégrer des contributions extérieures »

L'ASN juge que « la maîtrise de la limitation de l'exposition aux rayonnements ionisants, enjeu majeur pour une

installation de fusion nucléaire », n'est pas démontrée.

Heureusement que les partisans eux-mêmes du nucléaire et qui y ont travaillé deviennent lanceurs d'alerte mais seul le combat résolu contre cette énergie pourra produire des effets.